EMPIRE CHÉRIFIEN
Protectorat de la République Française
AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

Table with 4 columns: Abonnement type (3 MOIS, 6 MOIS, 1 AN), Maroc, France et Colonies, Etranger. Prices range from 4.50 to 20 francs.

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat, à l'Office du Gouvernement Chérifien à Paris et dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1er de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser à la Direction du Bulletin Officiel. Les mandats doivent être émis au nom de M. le Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires (la ligne de 34 lettres, et légales) corps 8. 0.50
Sur 4 colonnes :
Annonces et avis divers (les dix 1res lignes, la ligne. 0.50)

Pour les annonces réclames, s'adresser à la Société d'Édition et de Publicité Marocaine, 23, avenue du Général d'Amade, Casablanca

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat.

SOMMAIRE

Table with 2 columns: Description of articles and Page numbers. Includes 'Conseil des Vizirs', 'Partie Officielle', and 'Partie Non Officielle'.

CONSEIL DES VIZIRS

Séance du 16 Janvier 1918

Le Conseil s'est réuni sous la présidence de Sa Majesté le SULTAN.

Étaient présents : SI EL-HADJ MOHAMMED EL-MOKRI, Grand Vizir ; SI BOU CHAÏB DOUKKALI, Ministre de la Justice ; SI AHMED EL-DJAÏ, Ministre des Habous ; et SI EL-MEHDI GHARRIT, Vice-Président du Conseil des Affaires Criminelles.

M. MARC, Conseiller du Gouvernement Chérifien et M. le Capitaine COUTARD, Adjoint au Directeur des Affaires Indigènes et du Service des Renseignements, assistaient à la séance.

Le Conseil après s'être occupé des Affaires courantes a entendu l'exposé qui lui a été fait de la situation politique et militaire du Protectorat.

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 12 JANVIER 1918 (28 REBIA I 1336) portant modification aux Dahir des 25 Août 1917 (7 Kaada 1335) et 1er Décembre 1917 (15 Safar 1336) modifiant le Dahir du 29 Juin 1917 (9 Ramadan 1335) portant fixation du Budget Général de l'Etat pour l'Exercice 1917.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —
Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — La prévision de recettes de P. H. 6.793.331 inscrit au chapitre 6 (Produits divers du Budget) du Budget de 1917, est portée à 7.183.331 en raison de l'élévation des recettes prévues au titre du rachat de prestations en Chaouïa.

ART. 2. — Les crédits du chapitre 1^{er} (Dette Publique) au Budget de 1917, sont portés de P.H. 6.879.539 à 6.009.539.

ART. 3. — Les crédits du chapitre 27 (Travaux Publics) au Budget de 1917, sont portés de P.H. 6.879.539 à 7.009.539.

ART. 4. — Les crédits du chapitre 32 (Subventions diverses) au Budget de 1917, sont ramenés de P.H. 2.172.740 à 2.107.740.

ART. 5. — Les crédits du chapitre 33 (Fonds de pénétration, fonds spéciaux, entretien des tabors de police) au Budget de 1917, sont portés de P.H. 2.797.266 à 2.862.266.

Fait à Rabat, le 28 Rebia I 1336.
(12 janvier 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 janvier 1918.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 12 JANVIER 1918 (28 REBIA I 1336)
fixant les conditions dans lesquelles doivent être réalisés les cautionnements exigés des propriétaires de publications périodiques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le cautionnement prévu par l'article 4 du Dahir du 27 avril 1914 (1^{er} Djoumada II 1332), relatif à l'organisation de la presse au Maroc, sera constitué soit en numéraire, soit en rentes françaises au porteur, entièrement libérées, ou en obligations de la Dette Marocaine.

Le cautionnement constitué en numéraire ne rapporte pas d'intérêts.

ART. 2. — La valeur en capital des rentes et obligations est calculée d'après le dernier cours connu de la Bourse de Paris, au jour du dépôt.

ART. 3. — Les cautionnements constitués en numéraire pourront être versés à la Caisse du Trésorier Général du Protectorat ou à celle d'un comptable opérant pour son compte. Les dépôts en rentes françaises et en obligations de la Dette Marocaine devront obligatoirement être effectués à la Trésorerie Générale à Rabat.

ART. 4. — Après la réalisation du cautionnement, aucun changement ne pourra être apporté à sa constitution quant à la nature des valeurs déposées.

ART. 5. — Les coupons des valeurs déposées seront tenus par le Trésorier Général, à chaque échéance, à la disposition des intéressés, contre décharge du titulaire ou d'un mandataire régulièrement constitué.

ART. 6. — Les oppositions sur les cautionnements doivent être faites entre les mains du Trésorier Général conformément à l'article 2 du Dahir du 2 août 1914 (9 Ramadan 1332). Toutes oppositions faites à d'autres personnes sont considérées comme nulles et non avenues.

ART. 7. — Les sommes versées en numéraire antérieurement au présent Dahir pourront être restituées aux titulaires des cautionnements contre un dépôt immédiat et équivalent en rentes françaises ou en obligations de la Dette Marocaine.

ART. 8. — Dans le cas de condamnation à l'amende et à des réparations civiles, encouru par tout journal ou écrit périodique, le complément du cautionnement à consigner dans les conditions prévues à l'article 5 du Dahir du 24 avril 1914 (1^{er} Djoumada II 1332), devra obligatoirement être réalisé en numéraire.

Fait à Rabat, le 28 Rebia I 1336.
(12 janvier 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 janvier 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,
L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.,
Secrétaire Général du Protectorat,
LALLIER DU COUDRAY.

DAHIR DU 24 JANVIER 1918 (11 REBIA II 1336)
réglementant la fabrication
et le commerce du pain et de la pâtisserie

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — En vue de ménager nos ressources alimentaires les plus essentielles, la fabrication et

le commerce du pain et des pâtisseries sont soumis, à dater du 1^{er} février 1918, à la réglementation édictée par les articles du présent Dahir qui modifie ou complète les dispositions du Dahir du 17 septembre 1917 (30 Kaada 1335).

ART. 2. — Le pain de fabrication européenne ne peut être fabriqué, exposé, mis en vente, vendu, distribué ou transporté que s'il est fait avec des farines ou semoules répondant à la composition suivante :

1° Les farines de blé tendre sont mélangées dans la proportion de 85 % de farine de blé tendre et 15 % de farine entière d'orge extraite à 66 %, ou 15 % de farine entière de maïs extraite à 75 % ; la proportion de farine d'orge ou de farine de maïs peut être remplacée jusqu'à concurrence de 5 % par la farine entière de fève ou de fèveole extraite à 70 % ;

2° Les farines de semoule de blé dur sont mélangées avec la farine entière d'orge, ou la farine entière de maïs ou la farine entière de fève ou fèveole dans les mêmes proportions et conditions que celles prévues au paragraphe précédent pour les farines de blé tendre ;

3° Les semoules de blé dur sont mélangées dans la proportion de 85 % de semoule de blé et 15 % de semoule d'orge de même grosseur, ou 15 % de semoule de maïs également de même grosseur.

Les dénominations données par les articles 28 et 29 de Notre Dahir du 14 octobre 1914 (23 Kaada 1332), sur la répression des fraudes, pour « la farine sans autre indication » et pour « le pain » seront désormais entendues conformément aux dispositions précédentes du présent article.

ART. 3. — Le pain de consommation courante est obligatoirement vendu au poids aussi bien en magasin qu'à domicile.

Toutefois, pour la vente du pain rassis au poids, une tolérance qui ne pourra dépasser 5 % est admise pour le poids livré.

En conséquence, le vendeur doit, ou ajouter l'appoint, ou n'exiger que le prix correspondant au poids du pain.

Le poids, la longueur, l'épaisseur et la forme du pain seront réglés par des arrêtés municipaux.

ART. 4. — Continue à être autorisée la vente de pain de régime, de santé ou tous autres additionnés de lait, lactose, sucre, etc..., ainsi que des pains de fantaisie.

La vente de ces pains a lieu à la pièce ou au poids dans les conditions fixées par des arrêtés municipaux.

Toutefois, le pain de fantaisie ne peut être vendu à la pièce qu'à la condition que la boulangerie soit approvisionnée en pain de consommation courante. En cas d'épuisement du pain de consommation courante, le boulanger est tenu de vendre, aussi bien en magasin qu'à domicile, le pain de fantaisie au poids et au tarif fixé pour le pain de consommation courante.

ART. 5. — Les farines et semoules ne peuvent être vendues par les minotiers qu'aux boulangers ou aux détaillants en farine, à l'exclusion de tous intermédiaires sauf

ceux nantis d'une autorisation délivrée à titre provisoire et révoicable par les Chefs des Services Municipaux.

Les Municipalités sont autorisées à centraliser les achats et à répartir les commandes.

ART. 6. — Il est interdit d'employer pour l'alimentation des animaux :

1° Des farines et semoules de blé propres à la panification, qu'elles soient pures ou mélangées à d'autres farines ou semoules ;

2° Du pain de farine ou de semoule de blé propre à la consommation humaine.

ART. 7. — Il est interdit de fabriquer ou d'importer de la pâtisserie ou biscuiterie faite avec des farines de froment et de riz.

En conséquence, les pâtisseries et fabricants de biscuits et gâteaux secs ne peuvent acheter, détenir ou employer aucune quantité de farine dans la composition de laquelle entrent ces deux denrées en quelque proportion que ce soit.

ART. 8. — Un délai de deux mois est accordé pour l'écoulement des stocks actuellement existants de biscuits et de gâteaux secs fabriqués avec des farines de froment et de riz.

ART. 9. — Il est interdit :

1° De consommer sur place, dans les magasins de vente et leurs annexes, de la pâtisserie ou de la biscuiterie.

Cette interdiction pourra être étendue aux cafés, cafés-restaurants et établissements similaires par arrêtés des autorités municipales.

2° De fabriquer, d'exposer, mettre en vente ou vendre de la pâtisserie ou biscuiterie dans les boulangeries en dehors des dimanches et jours fériés (fixés conformément à l'article 552 du Dahir formant Code de procédure civile).

Cette interdiction est étendue aux pâtisseries, magasins et rayons de vente, pendant deux jours consécutifs de chaque semaine, à fixer par arrêtés municipaux.

ART. 10. — Le présent Dahir devra être affiché dans toutes les boulangeries, pâtisseries et minoteries, à la diligence des boulangers, pâtisseries et minotiers.

ART. 11. — Toutes infractions aux dispositions du présent Dahir ou à celles des arrêtés municipaux pris pour son exécution, seront punies d'une amende de 500 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En outre, les Tribunaux pourront ordonner que leurs jugements seront intégralement ou par extraits affichés dans les lieux qu'ils indiqueront et insérés dans les journaux qu'ils désigneront, le tout aux frais du condamné, sans que la dépense puisse excéder 500 francs.

Quiconque ayant été condamné depuis moins d'une année grégorienne, par jugement devenu définitif, pour infraction au présent Dahir ou à un de ses arrêtés visés au paragraphe 1^{er} du présent article, se rendra de nouveau coupable d'une infraction audit Dahir ou à un des dits

arrêtés sera, quel que soit l'ordre des infractions, condamné au maximum des peines ci-dessus prévues, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

L'article 463 du Code Pénal Français sera applicable en la matière.

*Fait à Rabat, le 11 Rebia II 1336.
(24 janvier 1918).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 janvier 1918.

*Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 9 JANVIER 1918

donnant délégation permanente de signature au Directeur de l'Agriculture en ce qui concerne les demandes de brevets et de certificats d'addition.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu le Dahir du 23 juin 1916, sur la protection de la Propriété Industrielle au Maroc ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Délégation permanente est donnée au Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, pour signer les Arrêtés Résidentiels statuant sur les demandes de brevets et de certificats d'addition.

Fait à Rabat, le 9 janvier 1918.

LYAUTEY.

ORDRE DU GÉNÉRAL COMMANDANT EN CHEF, DU 17 JANVIER 1918,

portant création d'une caisse d'assurances entre expéditeurs pour les couvrir des risques de transport sur les Chemins de fer militaires du Maroc.

NOUS, GENERAL DE DIVISION, COMMANDANT EN CHEF,

Vu le Dahir du 23 décembre 1914 (5 Safar 1333), restreignant temporairement la responsabilité de l'administration pour les transports par les voies ferrées militaires du Protectorat Français du Maroc ;

Vu l'Arrêté Résidentiel du 23 février 1917, réglant les transports sur les voies ferrées militaires du Maroc ;

ORDONNONS CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une caisse d'assurances destinée à indemniser les expéditeurs ou destinataires des marchandises des dommages subis en cours du transport du fait de retard, d'avarie, de perte partielle ou totale, imputables au Chemin de fer.

ART. 2. — Cette caisse sera alimentée au moyen de primes calculées d'après la valeur déclarée de la marchandise à raison de 1 % avec minimum de perception de 0 fr. 50.

ART. 3. — L'assurance est facultative. La demande doit en être faite par l'expéditeur sur la déclaration d'expédition au moment de la remise de la marchandise à la gare du départ ; le montant de la prime sera acquitté à la gare d'arrivée si l'expédition est faite en port dû.

ART. 4. — L'assurance ne s'applique point aux personnes ni à leurs bagages, aux animaux vivants et aux marchandises dangereuses de la 1^{re} catégorie.

ART. 5. — Tant que les transports militaires auront la priorité sur les transports commerciaux, il n'y aura pas lieu à indemnisation au cas où les délais de transport fixés par les tarifs en vigueur seraient dépassés.

Toutefois, s'il est prouvé que le retard résulte d'une faute du chemin de fer et qu'il a eu pour conséquence un dommage manifeste, une avarie ou la perte totale de la marchandise, une indemnité pourra être accordée.

ART. 6. — S'il y a eu faute du chemin de fer, il y aura lieu d'attribuer une indemnité prélevée sur la caisse d'assurances lorsque des avaries seront survenues à la marchandise, sauf aux cas où :

1° L'avarie, survenue aux marchandises remises par l'expéditeur en vrac ou avec un emballage défectueux, résulte de l'absence ou de l'insuffisance d'emballage ;

2° L'avarie survenue aux marchandises en cours du chargement ou du déchargement effectué par l'expéditeur ou le destinataire, résulte du mode défectueux de chargement ou de déchargement employé ;

3° L'avarie survenue à des marchandises qui pour des causes inhérentes à leur nature sont exposées au danger particulier de se perdre en tout ou en partie ou d'être avariées notamment à la suite de bris, fouille, détérioration et déperdition, résulte de ce danger lui-même.

ART. 7. — Il n'y aura lieu à attribution d'une indemnité à prélever sur la caisse d'assurances que s'il est prouvé que la perte partielle d'une marchandise est due à la faute du chemin de fer militaire.

Toutefois en ce qui concerne les marchandises qui, en raison de leur nature, subissent en cours de transport un déchet de poids, il n'y aura lieu à indemnisation du manquant qu'autant qu'il dépassera la tolérance suivante :

1° 2 % du poids pour les marchandises liquides ou remises à l'état humide et pour les marchandises sèches énumérées ci-après :

Bois de teinture, râpés et moulus, écorces, racines, bois de réglisse, tabac haché, graisses, savons, huiles, farines, fruits frais, feuilles de tabac fraîches, laines, peaux, fourrures, cuirs, fruits séchés ou cuits, tendons d'animaux, cornes et onglons, os (entiers et moulus), poissons séchés, mastic frais ;

2° 1 % pour les marchandises sèches qui, en raison de leur nature particulière, subissent, en règle générale, par le fait seul du transport, un déchet de poids.

Cette restriction de responsabilité ne jouera pas lorsqu'il aura été prouvé que le déchet ou la perte partielle résulte, non pas de la nature même de la marchandise, mais des circonstances dans lesquelles s'est produit le manquant.

ART. 8. — Il n'y aura lieu à attribution d'une indemnité à prélever sur la caisse d'assurances que s'il est prouvé que la perte totale d'une marchandise est due à la faute du Chemin de fer.

Il n'y aura pas faute si la perte est due à un cas de force majeure ou au vice propre de la chose.

Une marchandise ne peut être considérée comme perdue totalement que lorsque, sur réclamation de l'assuré, adressée au Directeur des Chemins de fer Militaires par lettre recommandée, l'Administration des Chemins de fer Militaires aura fait connaître qu'il n'en est point trouvé trace dans une quelconque des gares du réseau.

La réclamation de l'assuré ne peut se produire que 30 jours après l'expiration des délais réglementaires de transport, tels qu'ils sont fixés aux tarifs de grande et de petite vitesse.

Si aucune réponse n'est faite par l'Administration des chemins de fer militaires 8 jours après réception de la réclamation, l'assuré pourra considérer la marchandise comme perdue totalement.

ART. 9. — L'indemnité due pour préjudice constaté est limitée :

1° En cas de perte totale ou partielle, à la valeur de la marchandise perdue au lieu et jour de l'expédition ;

2° En cas d'avarie, au montant de la dépréciation calculée d'après cette valeur.

En cas de perte totale, sont ajoutés les frais de douane, de transport et autres qui auraient pu être déboursés, et sur justification.

En cas de perte partielle ou d'avarie, une part proportionnelle de ces frais peut être ajoutée à l'indemnité.

Dans aucun cas l'indemnité ne pourra dépasser le maximum fixé par le tarif spécial appliqué, si ce tarif en comporte un.

ART. 10. — Les réclamations pour pertes ou avaries doivent être notifiées à l'Administration des Chemins de fer au moyen de réserves écrites formulées, avant l'enlèvement de la marchandise, et acceptées par le Chef de Gare sur le registre des sorties ou sur le récépissé au destinataire ; toute réclamation postérieure à l'enlèvement de la marchandise sera considérée comme nulle et non avenue. Le Chef de Gare est tenu de signer au dessous de la réclamation ainsi formulée, en exprimant ou non les réserves ou observations qu'il croira devoir faire.

En cas de perte totale, la réclamation peut être formulée par lettre recommandée adressée au Directeur des Chemins de fer militaires.

ART. 11. — Les litiges seront réglés trimestriellement par la Commission prévue à l'article 13 et à laquelle l'Administration des Chemins de fer militaires transmettra les réclamations et les dossiers d'enquête.

Les décisions de la Commission ne sont pas susceptibles de recours.

ART. 12. — En cas d'insuffisance de l'avoir de la caisse d'assurances pendant le trimestre écoulé, le montant des indemnités accordées sera réduit en proportion.

En cas d'excédent, la somme disponible sera portée à un compte spécial.

En fin d'année et après règlement du 4^e trimestre, il sera procédé, s'il y a lieu, à la liquidation du compte spécial dans les conditions suivantes :

1° Une répartition des dits excédents sera effectuée entre les assurés qui n'auraient pas, lors des règlements trimestriels été indemnisés de l'intégralité de leurs pertes telles qu'elles ont été admises par la Commission, au prorata de leurs insuffisances ;

2° S'il subsiste un excédent, la Commission appréciera s'il convient soit de liquider la caisse au moyen d'une ristourne entre tous les assurés de l'année au prorata des sommes versées par chacun d'eux, soit de reporter à nouveau cet excédent en vue d'une amélioration des conditions de l'assurance pour l'année suivante ou de la constitution d'une caisse d'assurances à plein effet.

ART. 13. — La Commission chargée de fixer le montant des indemnités sera composée comme suit :

Le Secrétaire Général du Protectorat, ou à défaut ;
Le Secrétaire Général Adjoint, président ;
Le Directeur Général des Finances, ou son délégué ;
Un magistrat désigné par le Premier Président ;
Un délégué de l'Etat-Major ;
Le Directeur des Chemins de fer, ou son délégué ;
Six représentants des Chambres de Commerce ou des Comités d'action économique.

ART. 14. — Le présent Ordre entrera en vigueur à dater du 1^{er} février 1918.

Fait au Quartier Général, à Rabat, le 17 janvier 1918.

LYAUTEY.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**
portant ouverture d'enquête de commodo et incommodo

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Vu le Dahir du 25 août 1914, portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
Vu l'Arrêté Viziriel du même jour, portant classement des dits établissements ;

Vu la demande du « Comptoir Maroc Métropole » (Agence de Marrakech), en date du 16 janvier 1918 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de commodo et incommodo, d'une durée d'un mois, est ouverte à Marrakech en vue de l'installation et de l'exploitation d'une tannerie,

d'une fabrique de boyaux et d'un clos d'équarrissage dans la banlieue de Marrakech, à 4 kilomètres environ de la porte de Bab Khemis, en bordure de l'oued Isil.

ART. 2. — Le Chef des Services Municipaux de Marrakech est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui sera inséré au *Bulletin Officiel* du Protectorat.

Fait à Rabat, le 20 janvier 1918.

Pour le Directeur Général des Travaux Publics,
Le Directeur Adjoint,
JOYANT.

NOMINATION

Par Dahir en date du 12 janvier 1918 (28 Rebia I 1336) :
M. FERRERI, Jean, Antoine, employé à titre auxiliaire au Secrétariat du Tribunal de Première Instance de Casablanca, est nommé, à compter du 1^{er} décembre 1917, commis stagiaire de Secrétariat, audit Tribunal, en remplacement numérique de M. PEYRE, précédemment appelé à une autre destination.

ERRATA

au n° 274 du « Bulletin Officiel » du 21 Janvier 1918

Dahir du 15 décembre 1917 (29 Safar 1336) sur le Timbre (page 41, 2^e colonne, article 11)

A l'avant-dernière ligne du paragraphe numéroté 25°, lire : *constats*, au lieu de : *contats* ;

Au même Dahir, même page et même colonne : Paragraphe numéroté 26° :

Lire :

« 26° Les actes et pièces délivrés aux indigents pour les mariages, la légitimation d'enfants naturels, le retrait des hospices de ces enfants, ainsi que les pièces et actes relatifs à l'assistance et au rapatriement des indigents ; »

PARTIE NON OFFICIELLE

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC à la date du 23 Janvier 1918

Maroc Oriental. — Nous avons déjà signalé l'instabilité des alliances dans les tribus qui peuplent le pays entre le Draa et le Tafilalet. On aurait pu croire que nos progrès, presque simultanés dans les régions qui les limitent au Nord, à l'Est et à l'Ouest, auraient provoqué l'union contre nos partisans et nos groupes mobiles.

Des agitateurs, qui restent nos adversaires irréductibles ont prêché la réconciliation pour la guerre contre l'ennemi commun.

Les Aït Atta, obéissant à leurs suggestions, avaient élu un Cheikh unique, les Aït Moghrad avaient fait taire toutes les querelles intestines, mais ce succès est déjà compromis. Le meurtre d'un Aït Oualhim par un Aït Sful au Tazarin a de nouveau dressé l'un contre l'autre les deux grands sofs qui se partagent la confédération des Aït Atta. Les Aït Khebbache, Aït Yafelman, opposent leur candidat au Cheikh Foukani des Aït Atta.

Le 3 janvier, quatre Aït Khebbache ont tué un Aït Moghrad au Ferkla. Enfin des difficultés s'élèvent au sein même de la tribu des Aït Moghrad. De tous côtés les partis recherchent des alliances. Les Aït Sful menacent d'appeler les Glaoua à leur aide. De nombreux Aït Atta continuent de fréquenter paisiblement les marchés du Tafilalet. Sur les confins les ksouriens du Seffalat, du Fezna et du Djorf s'enhardissent et se déclarent disposés à fermer leurs marchés aux fauteurs de troubles et à s'opposer par la force au passage de toute harka ennemie. Telles apparaissent les fluctuations périodiques d'un état parfaitement instable favorable d'ailleurs à notre politique.

Dans les régions de Taza, de Fès et de Meknès les tribus insoumises poussent leurs troupeaux et leurs labours jusqu'au contact de nos postes avancés : les Beni Ouarrain descendent du Djebel Ouarrith et transhument vers l'Est jusqu'au Mahrouf et en Tafrata ; les Marmoucha se rapprochent de Tazouta où nos avions poursuivent leurs troupeaux dans la vallée de l'Oued Guezdoul.

Les Beni M'Guild insoumis font paître leur bétail entre Timhadit et Bekritt.

Tadla-Zaïan. — Sur tout le front du Tadla, Zaïans et Aït Roboa insoumis tentent de se dégager de la tutelle Chleuh. Vers l'Ouest, le 13 janvier, 61 tentes Beni Zerantil sont rentrées de dissidence sous la protection du goum et des partisans de Boujad. Aït Ishak, Aït Houdi et Senguett insoumis ont voulu s'opposer à leur départ. Ils ont éprouvé un échec sanglant ; leurs pertes connues s'élèvent à 39 morts et 70 blessés nous n'avons eu qu'un goumier tué et deux autres blessés, 15 tentes Zouaer, 18 tentes Ouled Yaïch ont également échappé à l'étroite surveillance que Moha ou Saïd organise en montagne. Du côté Zaïan, les Hammou ou Aïssa, les Aït Bou Mzel et les Aït Maï n'ont pas renouvelé leurs visites à Guelmous comme ils l'avaient promis. Ces fractions vivent dans la crainte des repressions de leurs terribles maîtres. Les Aït Maï ont leurs campements dans la région de Ziar, mais leurs grandes tentes sont encore près d'Oulmès sous la menace des Zaïans irréductibles.

Les Aït Bou Haddou, dont la sincérité devient de moins en moins suspecte, ont dû cependant, le mois dernier, se joindre aux Ichkern et aux Aït Bou Houdi pour répondre à la convocation d'Ali Amahouch installé à Tintarhellin. Leur djemâa qui, par ailleurs, s'était rendue à une convocation d'Hassan entretient encore de bonnes relations avec El Aïdi qui confie à la tribu une partie de ses troupeaux. De même Hassan tire prétexte de ses terrains de labours trop

éloignés de Khénifra, de ses azabas qui sont à Tendra avec ceux des Ait Maï pour ne pas se soumettre ouvertement. Il sait aussi qu'El Aïdi et Moha ou Akka, d'accord avec Ali Amahouch sont décidés à le piller.

En faisant le plus large crédit à tous ceux qui ont le désir de se soumettre, nous leur permettons de faire leur apprentissage de leur nouvelle vie de ralliés ; ils sont, d'ailleurs, nos plus utiles intermédiaires auprès des irréductibles dont ils se dégageront peu à peu et chaque jour en plus grand nombre.

COMMUNICATION

du Bureau de Ravitaillement (n° 5)

RAVITAILLEMENT EN CHARBONS

En vue de faciliter le ravitaillement du Maroc en charbon, le Protectorat a provoqué le groupement des principaux importateurs de charbon, en un consortium appelé « Consortium des Importateurs de Charbon au Maroc ».

Le Protectorat assure à ce Consortium l'utilisation exclusive du fret mis à sa disposition pour le transport de ce combustible au Maroc. Par contre, le Consortium s'engage à vendre le charbon ainsi importé avec un maximum de bénéfices contrôlé par le Protectorat et à répartir les arrivages suivant le degré d'urgence des besoins indiqué par le Bureau du Ravitaillement.

La gérance du Consortium est assurée par M. GERARD, de l'Omnium d'Entreprises, 17, Boulevard du Bou Regreg, à Rabat, auquel les consommateurs de charbon devront adresser leurs commandes en spécifiant les quantités nécessaires mensuellement. Ils enverront le double de leurs commandes au Bureau du Ravitaillement.

Les besoins domestiques seront assurés comme auparavant, par les négociants de charbon au détail, qui s'approvisionneront directement au Consortium.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Avis relatif à l'application de l'impôt du Timbre

Le public est informé qu'un Dahir du 15 décembre 1917 créant l'impôt du timbre dans la zone française du Maroc, à partir du 1^{er} février 1918, a été publié au *Bulletin Officiel* du 21 janvier.

D'une manière générale, cet impôt frappe les écrits destinés à faire titre ; il se perçoit au moyen de la vente des papiers timbrés et des timbres mobiles ou par l'apposition, dans les bureaux de l'Enregistrement à la Résidence, de cachets spéciaux.

Les principaux écrits assujettis au nouvel impôt sont les suivants :

1° Actes des Secrétaires-Greffiers des Tribunaux Français, actes passés dans la forme sous-seing privé, pétitions aux Autorités constituées ;

2° Actes des Adouls dans les Régions où se trouve un bureau d'enregistrement (droits de 0 fr. 40, 0 fr. 80 et 1 fr. 20 suivant la dimension du papier employé) ;

3° Lettres de change, billets à ordre et tous effets négociables, à l'exception des lettres de change à vue tarifées à 0 fr. 10 (droit proportionnel de 0 fr. 05 %) ;

4° Actions et obligations des Sociétés (droit proportionnel de 0,50 %) ;

5° Quittances et reçus de sommes (droits de 0 fr. 10 pour les sommes de 10 à 100 francs et de 0 fr. 20 au-dessus de 100 francs) ;

6° Quittances des comptables et des concessionnaires de Monopoles et Services Publics (droit de 0 fr. 25 pour les sommes dépassant 20 francs) ;

7° Affiches autres que celles de l'Autorité Publique qui n'ont pas le caractère d'enseignes (droits de 0 fr. 05 à 1 fr. suivant la dimension des affiches) ;

8° Affiches peintes et lumineuses (droits de 1 fr., 10 fr. et 20 francs par mètre carré et par an) ;

9° Chèques et lettres de change à vue lorsqu'elles dépassent 100 francs (droits de 0 fr. 10) ;

10° Connaissances maritimes (droits de 1 et 2 francs) ;

11° Lettres de voiture (droits de 0 fr. 35 et 0 fr. 70) ;

12° Passeports (droits de 5 francs pour la délivrance et 3 francs pour le visa) ;

13° Certificats de vie (droit de 0 fr. 50) ;

14° Avis des Secrétaires-Greffiers (droit de 0 fr. 25) ;

15° Permis de chasse (droit de 25 francs) ;

Les intéressés pourront, dès maintenant, faire timbrer à l'extraordinaire les papiers et les formules imprimées assujetties au timbre et s'approvisionner de papiers timbrés et de timbres-mobiles auprès des Receveurs du Timbre dont la désignation suit :

Casablanca : M. DE PEYRET, Receveur de l'Enregistrement ;

Fès : M. SANS, Receveur des Impôts ;

Kénitra : M. SABAS, Receveur des Impôts ;

Marrakech : M. DESTREM, Entrepouseur des Tabacs ;

Mazagan : M. GIBOUDOT, Receveur de l'Enregistrement ;

Meknès : M. TRESZIERES, Entrepouseur des Tabacs ;

Oudjda : M. PROVO, Receveur des Régies ;

Rabat-Salé : M. WEBER, Receveur de l'Enregistrement ;

Safi : M. VANDEVOIR, Receveur de l'Enregistrement ;

Taza : M. CLAVERIE, Receveur des Impôts.

Agriculture. — Service Météorologique

Relevé des Observations du Mois de Novembre 1917.

STATIONS	PLUIE		TEMPÉRATURE						MOYENNE	Vent dominant	OBSERVATIONS	
	Quantité en m/m	Nombre de jours	MINIMUM			MAXIMUM						
			Moyenne	Absolue	Date	Moyenne	Absolue	Date				
Région de Foz	El Kalaa des Sless	9.25	2	9.6	6.1	28	18.6	26.8	2	14.1	NE	
	Souk-El-Arba de Tissa			5.5	—1	23	18.9	26	3	12.2	E	
	Taza	24	3	7.3	2	30	20.6	31	5	13.9	ENE	Gelée blanche le 20.
	Koudiat el Biad	32.9	4	6.7	3.3	16	22.5	27.2	1 ^{er}	14.6	E	Gelée blanche le 16.
	Tarzout											
Région de Meknès	Fès	4.6	2	5.3	1.4	29	20.2	27.5	1 ^{er}	12.7	E	Vent violent le 19.
	Meknès	8	3	4.3	1.5	24	21.7	29.2	2	13	Variable	
	El-Hadjeb	9	2	3.1	—1	29	19	27	3	11	Variable	
	Azrou	15.2	1	3.6	0.5	12	19.1	28	8	11.4	NE	
	Volubilis	7.1	2	5.8	2	28	22.1	30	2	13.9	SE	
Région de Rabat	Timhadit											
	Ito	25.5	3	4.6	0	28	14.7	22	1 ^{er} -2	9.6		Gelée blanche les 8, 12 et 13.
	Liès	5.5	1	4.2	0	13-29	19	26.5	2	11.6	W	Vent violent les 5, 7 et 28.
	Arbaoua	1	1	7.9	4	21-22	23.6	32	2	15.7	NW	
	Souk-El-Arba du Gharb											
Région de Casablanca	Ain Defali	1.5	1	8.3	5	12-23	25.9	34	2	17.1	WNW	
	Mechra bel Ksiri			4.5	0	23-25	22.7	31	2	13.6	SE	
	Mechra bou Derra			4.4	—1	20-23	23.9	31	2-3	14.1	ENE	
	Dar bel Amri	2	1	5.7	2	24	22	27	2	13.9	SSE	
	Fort-Petitjean	2	1	9.1	6	29	21.4	26	2-4	15.2	ENE	
	Kenitra			3.6	—1	19-20	22.4	28	2	13		
	Rabat	4.25	2	4.8	—0.25	23	16.9	19.3	1 ^{er} -2	10.9	SE	Gelée blanche les 16, 17, 18 et 29.
	Tedders	9.5	3	9.5	5.5	29	21.9	29.5	3	15.7	N	Gelée blanche les 20, 23 et 29. Chergui le 28.
	Témara			5.8	0.4	22	20.1	25	2-16	12.9	SE	Gelée blanche le 22.
	Tiflet	2	1	5.5	2	23-24-28	20.9	25	9	13.1		
	Khémisset	2	1	13	10	13-21-23-24	22.4	31	3	17.7	SW	
	Ouldjet es Soltane	6.6	3	3.2	0	20-21-22	22.5	30	2	12.9	NW	Vent violent le 28.
Région de Tadla	Camp Marchand	1	1	3	0	21-22-23	23.1	32	2	13.0		Gelée les 21 et 22.
	Ain Jorra			3.8	—1.6	22	23.6	30.2	3	13.7	NW	Gelée blanche les 23, 24 et 25.
	Boulhaut	2.3	2	7.5	6	1-6-7-12	25.6	29	27-30	16.5	N	
	Fédalah	6.4	2	6.8	2	23	16.9	21	10-11	11.8	S	
	Casablanca	2.2	2	7.4	3	23	18.6	21	11	13	NE	
Région de Casablanca	Ber-Rechid			4.5	—2	29	21.3	28	2	12.9		
	Boucheron	3	1	7.3	3	23-28	19.2	27	2-3	13.2	NW	Gelée blanche les 22, 23, 24, 28 et 29.
	Ben Ahmed			3	—2	22-29-30	18.6	28	2	10.7	N	Gelée blanche les 22, 29 et 30.
	Settat	1	1	4.2	0	27	20.2	28.3	2	12.2	NW	
	Ouled Saïd	2.7	2	1.3	—4	24	19.1	27	1 ^{er} -2	10.2	NW	Gelée blanche les 15, 20 au 24, 29 et 30.
Région de Casablanca	Mechra ben Abbou	0.5	1	15.2	11.5	24	28.8	34.5	3	22	NE	
	El Boroudj	0.9	1	6.4	2	30	22.8	30	2	14.6	WNW	
	Oued Zem			7	3	30	27.2	32	2	17.1	NW	
	Moulay bou Azza	3	1	8.9	4	30	14.2	19	1-2-3	11.6	WNW	
	Boujad											
Région de Casablanca	Kasbah Tadla											
	Guelmous	5.7	2	2.3	—3	29	21.4	30	3	11.9	N	Gelée blanche les 12, 16, 26, 27 et 29.

Relevé des Observations du Mois de Novembre 1917 (suite).

STATIONS	PLUIE		TEMPÉRATURE						MOYENNE	Vent dominant	OBSERVATIONS	
	Quantité en m/m	Nombre de jours	MINIMUM			MAXIMUM						
			Moyenne	Abs. de	bate	Moyenne	Absolue	bate				
Cercle des Doukkala	Sidi Ali.....		18.5	14.5	18	20.5	22.5	6 jours	19.5	Variable		
	Mazagan.....		8.8	5	23	23	26	8-17-18	15.0	S		
	Sidi Smaïn.....	3.3	2	5.4	0.25	23	24	32	2-6	14.7	N	Gelée blanche les 22, 23 et 24.
Cercle des Aïcha	Sali.....	0.3	1	14	9	23	21.2	25	3	17.6	N E	
Région de Marrakech	El Kelaa des Sraghna.....		5.2	1.3	20	19.5	27.5	3	12.5	W	Gelée blanche le 29.	
	Marrakech.....		4.2	0	30	21.8	28.5	2	13	Calme	Fréquents brouillards le matin.	
	Tanant.....		1.8	-5	24	22.6	20	3	12.1	N W		
Cercle des Bahas (Ghardaïa)	Mogador.....		11.8	9	24-25	15.8	18	3-4-13	13.8	E S E		
	Agadir.....		11.0	8	25	28.7	30.6	3	20.3	N W		
	Founti.....		10.7	5.5	26	27.1	37.9	2	18.0	E	Léger siroco les 16, 17 18 et 19.	
	Berguent.....											
Maroc Oriental	Oudjda.....	50.7	5	4.3	0.9	23-28	24.0	34.9	21	14.6	W	Gelée blanche les 13, 14, 15, 19, 20, 22, 24, 25 et 30.
	Martimprey.....	65.0	5	6.2	2	24	15.6	23	1 ^{er}	10.9	E	
	Dehdou.....	66	3	6.6	2	27-30	15.5	23	1 ^{er} -21	11	Variable	
	Berkane.....	39	5	8.2	3.4	30	20.3	24.2	21	14.2		
	Bouhouria.....	94	3	9.2	7	13-15-16-23	16.2	30	11	12.7	W	
Zone internationale	Tanger.....	5.3	4	11.7	6.8	21	19.0	23.5	8	15.6	Variable	

NOTE

résumant les observations météorologiques de Novembre 1917

Pression atmosphérique. — A la station de Rabat le diagramme de la pression accuse trois baisses qui ont donné naissance aux minima du 6, du 13 et du 30.

Etat du ciel à 9 heures à Rabat. — On a compté 15 jours de ciel clair, 8 jours de ciel peu nuageux et 7 jours où les nuages ont couvert la moitié du ciel ou plus.

Précipitations atmosphériques. — Faibles dans la plupart des stations, sauf dans celles du Maroc Oriental où elles ont été normales. On a noté à Rabat 21 jours de rosée et 2 jours de gelée blanche.

Température. — Les chiffres extrêmes qui ont été enregistrés sont les suivants :

Moyenne la plus basse : 9°6 à Ito ; minimum moyen le plus bas : 1°3 à Oulad Saïd ; minimum absolu : -5° à Tanant. Moyenne la plus élevée : 22° à Mechra-ben-Abbou ; maximum moyen le plus élevé : 28°8 à Mechra-ben-Abbou ; maximum absolu : 39°6 à Agadir.

Vents. — Les vents les plus fréquemment signalés ont été ceux du Nord-Ouest et du Nord-Est.

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

Avis au Public

Un établissement de facteur-receveur sera ouvert à Boujad à partir du 1^{er} février 1918.

Cet établissement participera à toutes les opérations postales et télégraphiques (boîtes et lettres valeurs déclarées exceptées).

ÉCOLE SUPÉRIEURE

de Langue arabe et de Dialectes berbères de Rabat

Concours d'admission d'Elèves-Interprètes à l'École Supérieure de Rabat

Un concours d'admission d'élèves interprètes civils à l'École Supérieure de Rabat aura lieu le 27 mai 1918 à Alger, Tunis et Rabat.

Pour tous renseignements s'adresser au Directeur de l'École Supérieure de Rabat.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITION (1)

CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 1272°

Suivant réquisition en date du 28 décembre 1917, déposée à la Conservation le 29 décembre 1917, 1° M. Samuel BENAZERAF, marié à dame Esther Attias, le 14 septembre 1890, à Casablanca, suivant la loi israélite, communauté, demeurant à Casablanca ; 2° M. José S. ETTEGGUI, marié à dame Rosa Benseloum, le 20 juillet 1910, à Buenos-Ayres, suivant les anciennes coutumes de Castille, communauté, demeurant à Casablanca, rue de la Mission, n° 4 ; 3° M. Salomon S. ETTEGGUI, célibataire, demeurant à Casablanca, route de Médiouna ; 4° M. Messod ACOCA, marié à dame Simi Benazeraf, le 16 mars 1910, suivant la loi israélite, communauté, à Casablanca, y demeurant, route de Médiouna, domiciliés chez M° Senouf, avocat à Casablanca, rue des Jardins, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaires indivis, dans la proportion de 25 % pour M. Benazeraf, 25 % pour M. José Ettegui, 20 % pour M. Salomon Ettegui, 30 % pour M. Acoca, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de: QUISSARIA ZITOUNA, consistant en un immeuble de rapport, située à Casablanca, route de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.000 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Simon Ohana, demeurant à Casablanca, rue de l'Industrie, n° 1 ; à l'est, par une rue non dénommée reliant la rue des Ouled Ziane à la rue de Venise ; au sud, par la propriété de M. Habib Benguahich, demeurant à Casablanca, rue du Commandant Provost, n° 88 ; à l'ouest, par la route de Médiouna. Observation faite que jusqu'à une hauteur de quatre mètres, les murs la séparant, au nord de la propriété de M. Ohana, au sud de celle de M. Benguahich, sont mitoyens. Au-dessus de cette hauteur de quatre mètres, les murs séparatifs appartiennent en entier aux requérants.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu d'un acte dressé devant adouls le 9 Djoumada I 1329, homologué le 25 Djoumada I 1329, par le Cadi de Casablanca, Mohammed El Mehdi ben Rehid El Iraki, aux termes duquel les héritiers de Samuel ben Harrouch ont vendu la dite propriété à Samuel Benazeraf et d'un acte passé devant adoul le 21 Djoumada II 1332, homologué, dans lequel le susnommé a déclaré l'avoir acquis pour son compte et celui des autres requérants dans la proportion indiquée ci-dessus.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1273°

Suivant réquisition en date du 29 décembre 1917, déposée à la Conservation le même jour, SI AHMED RAGHAÏ, marié suivant la loi musulmane, à Fatima bent Touhami ben Chafeï, demeurant à Casa-

blanca Derb El Guorouaoui, n° 13 ; Si Mohammad Raghāï, marié suivant la loi musulmane à dames Bakhta bent el Arbi ben Hdidou, Fatima bent Si el Cadi et Fatima bent Belgacem, demeurant à Casablanca, rue Djemaa El Yehoud, n° 25 ; Hadja Arbia, veuve de Si Bouchaïb ben Taben, sœur germaine des précédents, demeurant à Casablanca, rue du Four, n° 10 ; Malika bent Raghāï, femme divorcée de Si Mohammed Souari, sœur consanguine des précédents, demeurant à Casablanca, Derb Abder Rahmane, domiciliés à Casablanca chez Si Ahmed Raghāï, Derb el Guerouaoui, n° 13, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaires indivis dans la proportion de 1/3 pour chacun des frères et 1/6 pour chacune des sœurs, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : CHARIKA, consistant en terrains de labours et jardins, située à 4 kilomètres de Casablanca, sur la nouvelle route de Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de six hectares, est limitée : au nord, par la propriété de M. Olivairi, y demeurant ; à l'est, par la nouvelle route de Mazagan ; au sud, par la propriété de Si Mohammed ben Qacem El Hraoui, demeurant à Casablanca, rue Djemaa El Yehoud ; à l'ouest, par la route des Soualem à Casablanca.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-proprétaires indivis en vertu d'un acte dressé devant adouls dans la première décade de Rebia I 1331, homologué le 9 Djoumada I 1331 par le Cadi de Casablanca, Mohammed El Mehdi ben Rehid El Iraki, contenant partage entre les héritiers de El Hadj Er Raghāï ben Abdelkader El Moumeni et de ses frères germains El Hadj Bouchaïb et Hadj Abdelkar.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1274°

Suivant réquisition en date du 17 décembre 1917, déposée à la Conservation le 1^{er} janvier 1918, M. ZURJAGA Bastien, célibataire, demeurant et domicilié dans la banlieue Sud-Est de Salé, lieu dit « Bettana », a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « ZURJAGA », consistant en un terrain nu, situé dans le territoire de Salé, banlieue Sud-Est, lieu dit « Bettana », à 800 mètres environ, de Salé, banlieue Sud-Est, lieu dit « Bettana », à 800 mètres environ au sud-est de la porte Bah Fez, et sur la route de l'Ouldja.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.000 mètres carrés, est limitée : au nord et nord-ouest, par la propriété de Berzey, demeurant à Salé ; au nord-est, par un sentier de un mètre mitoyen entre le requérant et Ben Saïd, ancien Cadi de Salé, demeurant quartier Talaa ; à l'est, par la propriété de la Société d'Electricité de Rabat (quartier de la Tour Hassan) ; au sud-est, par un chemin mitoyen dit : Trik In Khora, séparant la propriété du requérant de celle de la Société Agricole du Maroc, dont le siège est à Casablanca ; au sud-est, sud et sud-ouest, par la route de l'Ouldja.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, SUR DEMANDE ADRESSÉE A LA CONSERVATION FONCIÈRE, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi et par voie de publication dans les marchés de la région.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte dressé devant Adouls, le 1^{er} Rebia 1335, homologué par le Cadi de Salé, aux termes duquel El Hâdj El Maathi ben Amar El Hassini et les héritiers d'El Allal ben Hammame El Oudiy lui ont vendu la dite propriété, et d'un acte passé devant Adoul le 19 Ramadan 1335, homologué, aux termes duquel le requérant a racheté à la Direction des Habous un droit de Gza qui grevait la propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1275°

Suivant réquisition en date du 3 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. ABDESLAM EL OUDII, demeurant à Rabat, rue Zaouia Naceria, n° 19, marié suivant la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses co-propriétaires : 1^{er} Jaïques Azagury, célibataire, demeurant à Tanger ; 2^o MM. Paul Schiller et Cie, demeurant à Tanger, représentés par le sequestre des biens Austro-Allemands, à Rabat, domiciliés à Rabat, rue Zaouia Naceria, n° 19, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis, dans la proportion de 1/2 pour Alexandre Abdou el Oudiy, 1/4 pour Azagury, 1/4 pour MM. Schiller et Cie, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : BELLEVUE 5, consistant en un chalet, située à Rabat, à 3 kilomètres, route de Rabat à Casablanca et appelée Bertich.

Cette propriété, occupant une superficie de 70.000 mètres carrés, est limitée : au nord-ouest, par l'Océan ; au nord-est, par la propriété des héritiers Toledano (Naïb : Si Ben Aïssa Toledano, demeurant à Rabat Zenkat Tahats El Hammanun) et par celle des héritiers Ouled Chokron (Naïb : Si Mohamed Hadah El Hayam, demeurant à Rabat, rue Hamman El Ksiri, n° 5) ; au sud-est par la propriété de Kacem Ben Tahar, demeurant à Rabat, terrain Staoui ; par celle de Bachir El Jerrari, demeurant à Rabat, rue Zaouia Naceria, n° 26 ; par celle des héritiers Chokron susnommé, et celle Ben El Radi, demeurant à Rabat, rue Sidi Fatah, n° 24 ; au sud-ouest, par la propriété de Bachir Ez Jerrari sus-nommé, de Kacem Ben Tahar sus-nommé et d'Ahmed Gebeli, demeurant à Rabat, près la Résidence. Observation faite que cette propriété est traversée du nord-est au sud-ouest par la piste de Casablanca et qu'une enclave du côté de l'Océan appartient aux requérants mais n'est pas comprise dans la présente réquisition.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-propriétaires en vertu de deux actes dressés devant Adouls, dans la dernière décade de Ramadan 1330 (1^{er} acte) et dans le mois de Djoumada II 1331 (2^e acte), homologués par le Cadi de Rabat Mohammed El Mekki ben Mohammed aux termes desquels (1^{er} acte) Mohammed El Mekki ben Mohammed et ses co-héritiers, ont vendu aux requérants partie de la dite propriété, et (2^e acte) M. Bernaudat a vendu une autre partie à M. Paul Schiller. Par un autre acte du 18 Redjeb 1331, M. Paul Schiller a déclaré que l'immeuble faisant l'objet du 2^e acte ci-dessus a été acquis par moitié entre lui et Abdesselam ben Oudiy.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1276°

Suivant réquisition en date du 28 décembre 1917, déposée à la Conservation le 3 janvier 1918, LA SOCIÉTÉ MAROCAINE DU BATIMENT, GARDE et Cie, dont le siège social est à Paris, boulevard Vol-

taire, ayant pour gérant M. Raiz Emile Maximo David, administrateur de la Société Paris-Maroc, demeurant à Casablanca, rue Chevalier de Valdrome, n° 2, et domicilié à la Société Paris-Maroc, rue Oued Bouskoura, n° 9, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : USINE DE LA SOCIÉTÉ MAROCAINE DU BATIMENT, consistant en terrains et ces bâtiments à usage d'usine, située à Casablanca, route des Ouled Ziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 6.635 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Bordeaux ; à l'est, par la rue des Ouled Ziane ; au sud, par la rue de Libourne ; à l'ouest, par le boulevard de la Gironde (lotissement Descas, Comptoir Lorrain du Maroc).

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés en date du 8 décembre 1913, aux termes duquel M. Gaston Schwaab agissant au nom de MM. Gaston Schwaab et Georges Blum, ont vendu la dite propriété à la Société Paris-Maroc et d'un autre acte sous-seings privés du 8 janvier 1914 par lequel cette dernière Société s'est substituée la Société requérante dans le bénéfice du contrat de vente susvisé.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1277°

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. MEZI Edmond, marié à dame Françoise Chiapéro, le 3 mars 1917, à Casablanca, sans contrat, demeurant et domicilié à Casablanca, rue du Commandant Provost, n° 58, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VILLA LISETTE, consistant en une villa avec cour et jardin, située à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 153.

Cette propriété, occupant une superficie de 375 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard d'Anfa ; à l'est et au sud, par la propriété de MM. Murdoch, Butler et Cie, demeurant à Casablanca, avenue du Général d'Amade ; à l'ouest, par une rue de 4 mètres, non dénommée, dépendant du lotissement Murdoch, Butler et Cie, précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte dressé devant Adouls le 12 Chaabane 1329, homologué par le Cadi de Casablanca, Ahmed El Belghitsi, aux termes duquel MM. Murdoch, Butler et Cie, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1278°

Suivant réquisition en date du 5 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. SAUVÈTRE Jean Louis Pierre Remi, marié à dame Ferrié Ondine, contrat reçu par M^e A. Argeliès, notaire à Moissac (Tarn-et-Garonne), le 18 juin 1902, régime de la communauté réduite aux acquêts, demeurant et domicilié à Casablanca, avenue Mers Sultan (villa Nelly), a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : LES ONDINES, consistant en un terrain à bâtir, située à Casablanca, rue d'Arras, lotissement de Mers Sultan du Comptoir Lorrain du Maroc.

Cette propriété, occupant une superficie de 376 mètr. carr. 85, est limitée : au nord, par la propriété du Comptoir Lorrain du Maroc, représentée par son directeur, M. Bloch, avenue du Général Drude, 82, à Casablanca ; à l'est, par la rue d'Arras ; au sud, par la Société H. Fernau et Cie limited, représentée par son fondé de pouvoirs, M. Rands, demeurant rue d'Arras, à Casablanca ; à l'ouest, par la propriété du Comptoir Lorrain du Maroc, précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés, passé à Casablanca, le 14 décembre 1917, aux termes duquel le Comptoir Lorrain du Maroc lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1279°

Suivant réquisition en date du 28 décembre 1917, déposée à la Conservation le 8 janvier 1918, M. CHIOZZA Alejandro, marié à dame Fanny Gautier, le 26 janvier 1891, sans contrat, suivant la loi italienne, régime de la séparation de biens, demeurant à Casablanca rue de Fez, n° 25, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses co-proprétaires suivants : 1° Les héritiers d'Abdelkrim ben M'sik, domiciliés à Casablanca, rue Zaouch, n° 29, savoir : ses enfants qui sont : a) Ahmed Abdelkrim Bouazza ben M'sik ; b) Larbi Abdelkrim ben M'sik ; c) Mohamed Abdelkrim ben M'sik ; d) Chama bent Abdelkrim ben M'sik ; e) Aïcha bent Abdelkrim ben M'sik ; f) Zora bent Abdelkrim ben M'sik ; g) Fatma bent Abdelkrim ben M'sik et ses deux veuves, Fatma, dite El Hadja bent Si Thami ben Chaffai el Harti ; Fatma bent Chaffai el M'zabi ; 2° Amar ben Mohamed Ziaïdi El Hassouni, demeurant à Ain Soltane, camp Boulhaut, marié, suivant la loi musulmane, Khalifat du Caïd des Ziaïda ; 3° M. FOURNET Jean-Baptiste, marié à dame Jeanne Marie Antoinette MAUBERT, le 11 octobre 1909 à Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme), régime de la communauté réduite aux acquêts, contra reçu par M^e Tournadre, notaire à Vic-le-Comte, demeurant à Casablanca, boulevard de l'Horloge, n° 1, a demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaire dans les proportions ci-après : 1° M. Alejandro Chiozza 1/6 ; 2° Les héritiers d'Abdelkrim Bouazza M'sik 1/3 ; 3° Ahmed ben Mohamed Ziaïdi 1/3 ; 4° M. Fournet 1/6, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : HAMMAM, consistant en terrain de labours, située dans la tribu des Ziaïdas, caïdat Caïd Ahmed ben Omar, limite des tribus Ziaïdas et M'dakra, près du marabout de Sidi Abdelkader, à 1 kilomètre au sud de la propriété dite : Les Alliés, réquisition n° 326 c.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par les propriétés d'Ould El Adlani, y demeurant ; à l'est, par la piste venant de Talra Mocena à Denoutin ; au sud, par la propriété de Ould El Abaria, y demeurant ; à l'ouest, par celle de Ould Arabia, y demeurant également.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu d'un acte dressé devant adouls le 15 Chaabane 1330, homologué par le Cadi, aux termes duquel Ahmed ben El Kemali et ses neveux Mohammed dit : Mamed, Mohammed El Aoudia et Zineb ont vendu la dite propriété à MM. Chiozza, Fournet, Amor ben Mohammed et Abdelkrim ben M'sik, et de trois actes notariés et homologués en date des 14 et 19 Djoumada et 2 Ramadan 1335, constatant le décès du dernier et les droits à l'hérédité de ses héritiers sus-nommés.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1280°

Suivant réquisition en date du 7 janvier 1918, déposée à la Conservation le 8 janvier 1918, SIDI MOHAMMAD BEN EL HADJ MOHAMMAD BEN LAHCENE EL HRAOUI EL BAIDAOUI, marié suivant la loi musulmane à Zohra ben El Moqaddem Bouazza El Hraoui, demeurant à Casablanca, rue Centrale, n° 15, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et en qualité de mandataire général de son frère Sidi El Hadj Bou Azza, marié, suivant la loi musulmane, à Aïcha bent El Hadj Bouhaïb ben Hommane El Beidaoui et demeurant à La Mecque (Hedjaz), domicilié à Casablanca, rue Centrale, n° 15, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaires indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : BLAD SIDI ABDALLAH BEN ELHADJ, consistant en terrains de labours, située dans le Caïdat de Médiouna, au Sahel El Hraouiye à 1 kilomètre des Roches Noires.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la propriété du Caïd Si Hadj Ahmed ben Larbi, demeurant à Casablanca, rue du Mellah ; à l'est, par celle de M. Georges Fernau, demeurant à Casablanca, route de Médiouna ; au sud, par celle de M. Georges Fernau, surnommé ; à l'ouest, par l'Océan. Observation faite que cette propriété est traversée par la voie ferrée de Casablanca à Rabat et la piste de Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son frère en vertu d'un acte dressé par deux adouls le 16 Djoumada II 1328, homologué par le Cadi de Casablanca, Sid Mohammed ben Et Taher Bannani El Fassi, aux termes duquel les adouls attestent que les requérants ont la propriété et la jouissance dudit immeuble depuis plus de dix ans.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1281°

Suivant réquisition en date du 7 janvier 1918, déposée à la Conservation le 8 janvier 1918 : 1° SIDI EL HASSEN BEN HADJ MOUSSA EL HADDAOU EL HAMOUCHI, marié suivant la loi musulmane, à Kelloun bent Hohammed, demeurant au douar Huencha, Caïdat de Médiouna ; 2° OUAOUDDOUD BEN AZZOUD EL MEDJOUNI HADDAOU EL HAMOUCHI, demeurant au même douar, y domiciliés, ont demandé l'immatriculation en qualité de propriétaires indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « HAZZOUD BIR BOUHALLOUF et BOULGMAN », consistant en un terrain de labours, située dans la fraction des Ouled Korra, Caïdat des Mzakra, à 18 kilomètres de Médiouna, sur la piste de Médiouna à Boulgman.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Abdelkader ben Moussa El Harizi y demeurant ; à l'est, par celle de Si Ahmed El Mostari, demeurant à Casablanca, rue de Médiouna, n° 16 ; au sud, par celle de Si Omar Ouled Bouziane El Korri et de Mohamed Lachheb Ouled El Kori, y demeurant tous deux ; à l'ouest par la route de Bir Hahloufa à Bir Sfa.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un jugement rendu le 1^{er} Hidja 1331, et homologué par le Cadi des M'dakra, Mohammed ben Abderrahmane Es Saldjemassi, aux termes duquel cette propriété a été attribuée au requérant.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1282°

Suivant réquisition en date du 17 décembre 1917, déposée à la Conservation le 9 janvier 1918, M. CANGRAND Pierre, célibataire, demeurant à Kénitra et domicilié en l'étude de M^e Malère, à Kénitra, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « IMMEUBLE CANGRAND, consistant en un terrain avec Maisons et baraques, située à Kénitra.

Cette propriété, occupant une superficie de 551 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard Petitjean ; à l'est, par la propriété de M. Yorri, demeurant à Kénitra ; au sud, par celle de M. Mussard, demeurant à Kénitra ; à l'ouest, par celle de MM. Daniel et Lavergne, demeurant également à Kénitra.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés, passé à Kénitra, le 23 juin 1913, aux termes duquel M. Mussard a vendu à M. Cangrand père, la dite propriété.

Par un autre acte sous-seing privé du 3 mars 1917, le requérant a acquis les parts de ses co-héritiers.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1283°

Suivant réquisition en date du 9 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, MOHAMED BEN OUHOUD, EL FACI EL BIDAOUI, marié, selon la loi musulmane, à dame Khenata bent El Hadj M'Fedel ben Ouhouh, en 1902, à Casablanca, agissant en son personnel, en qualité de titulaire d'un droit de Zina, avec autorité Casablanca, quartier Embarek bel Guendaoui, Boulevard du 2^e Tirailleur, et marié, selon la loi musulmane, à Fatma bent Si Mohamed ben M'sik, vers 1906, à Casablanca, demeurant et domicilié à Casablanca, quartier Embarek bel Guendaoui, Boulevard du 2^e Tirailleurs, a demandé l'immatriculation au nom de Embarek bel Guendaoui, en qualité de propriétaire avec inscription d'un droit de Zina à son profit d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « BEN OUHOUD », consistant en une maison et deux maisonnettes, située à Casablanca, Boulevard du 2^e Tirailleurs.

Cette propriété, occupant une superficie de 360 mètres carrés, est limitée : au nord, par une impasse ; à l'est, par la propriété de Mohamed bel Aïachi ben Ouhoud, y demeurant ; au sud, par celle de El Hadj Djillali bel Guendaoui, y demeurant aussi ; à l'ouest, par celle de Embarek bel Guendaoui, y demeurant également.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel, autre qu'un droit de Zina consenti à son profit, par Embarek ben Guendaoui susnommé, propriétaire du sol, suivant acte passé devant Adouls, le 8 Ramadan 1330 (1912), et que ce dernier en est propriétaire en vertu d'un acte de partage en date de la dernière décade de Rebia II 1326.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1284°

Suivant réquisition en date du 17 décembre 1917, déposée à la Conservation le 11 janvier 1918, 1^o Mme Cohen Hanina, née Bensahel, veuve non remariée de feu Meïr Cohen, en son vivant propriétaire, demeurant à Mazagan ; 2^o Cohen Simon Haïm, marié sous le régime

du rite mosaïque à Mogador, le 16 août 1899, à dame Settie Elmaleh, agissant en son nom personnel comme co-propriétaire et au nom de sa mère susnommée et de ses frères et sœurs qui sont : 3^o Cohen Reuben Salomon, marié sous le même régime à dame Evelyn Schweitzer, le 31 mars 1909, demeurant à New-York E. U. A. Broadway, n° 32 ; 4^o Cohen Messaoud David, marié sous le même rite, à dame Clara Sol Cohen, le 20 février 1907, à Mazagan ; 5^o Cohen Moses Raphaël, célibataire ; 6^o Cohen Elie Michel ; 7^o Cohen Luna Sol ; 8^o Cohen Phénas Samuel ; 9^o Cohen Fortunée Judith ; 10^o Cohen Simy Flory, ces sept dernières demeurant à Mazagan ; 11^o Cohen Reïne Beroria ; 12^o Cohen Hassiba Zari ; demeurant à Londres (W.) Gloucester House-School, Rew-Gardens, tous domiciliés chez MM. Meir Cohen et Cie, à Mazagan, rue de Marrakech, n° 9, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis à parts égales, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : MEIR COHEN I, consistant en trois maisons et dépendances, située à Mazagan, angles des rues 34, 35, 41, 35, ancienne citadelle portugaise, au Mellah et appelée : Dar Jacobo.

Cette propriété, occupant une superficie de 520 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue 35 ; à l'est, par la rue 34 et une écurie appartenant au Maghzen ; au sud, par un four dit : Ferran Hissoun, et par l'écurie ci-dessus, appartenant au Maghzen ; à l'ouest, par la rue 41.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-propriétaires en vertu de l'acquisition qu'en a faite leur auteur M. Meir Cohen, décédé à Mogador, le 8 février 1908, de M. Elias Butler par acte passé devant le vice-consul d'Espagne de Mazagan, le 13 juin 1886.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1285°

Suivant réquisition en date du 10 janvier 1918, déposée à la Conservation le 11 janvier 1918, MOHAMED BEN HAMED EL CHEB ZENETI REZOUANI, marié à Ghama bent Si Bel Abbas, à Fatma bent Abdelkader Harizia et à Fatma bent El Rezouani Zenetia, suivant la loi musulmane ; Et Hadj ben Ali Zeneti Souari, marié à Hassina bent Larbi Zenetia, suivant la même loi, demeurant tous deux à Fédalah le domiciliés chez M. Poulour, à Casablanca, villa Carméla, rue Krantz, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : REMLIET, consistant en terres de culture, située à Fédalah, près de la Cashah, Caïdat des Zenatas.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Kaddour ben Hadj Zeneti ; à l'est, par celle de Kaddour ben Hadj Zeneti Souari ; au sud, par celles de Gilali ben Hamer Zeneti Souari et de Gilali ben Kaddour Souari ; à l'ouest, par le chemin de Fédalah à Sidi Hamed El Melet.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-propriétaires en vertu d'un acte dressé devant adouls le 10 Djoumada I 1330, homologué le 29 Djoumada II 1330, aux termes duquel la dame Rabia bent Bouzza et consorts ont vendu ladite propriété à Mohamed Elachehab Zenati et d'une transaction en date du 18 Chaabane 1331, homologuée le 10 Ramadan 1331 intervenue entre ce dernier et les héritiers Bouazza : Rabia et Hamoud.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1286°

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, 1° Mme DELPECH Eugénie Nelly, veuve en premières noces de M. Benoist Pierre, dénommé : Benoist Delpech, demeurant à Alger, rue Francis Garnier ; 2° Mme BENOIST Marie Berthe Elise, épouse de M. Rey Gaston, avec qui elle s'est mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, contrat reçu par M^e Peissou, notaire à Alger, le 2 février 1910, ladite dame demeurant à Alger, rue Francis Garnier ; 3° Mlle BENOIST Rose Hélène, dite Renée, célibataire, demeurant au même lieu et ayant toutes trois pour mandataire M. Dupont Eugène Gustave, propriétaire, à Casablanca et domiciliées chez ce dernier, passage Sumica, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-proprétaires indivises, d'une propriété à laquelle elles ont déclaré vouloir donner le nom de : BENOIST-DELPECH, consistant en un terrain à bâtir, située à Kénitra, route de Méhédy.

Cette propriété, occupant une superficie de 24 hectares, 41 centiares, est limitée : au nord, par la route de Méhédy ; à l'est, par une rue de 16 mètres la séparant de la propriété de M. Guilloux, demeurant à Kénitra ; au sud, par une rue de 12 mètres la séparant de la propriété de M. Spinney, demeurant à Mazagan ; à l'ouest, par une propriété du Maghzen.

Les requérantes déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'elles en sont co-proprétaires en qualité de seules héritières du légataire de M. Benoist Delpech, susnommé, qui l'avait acquis de M. Boisset en vertu d'un acte dressé par deux adouls le 10 Chaabane 1332, homologué par le Cadi de Kénitra, Boussethame Er Rezan-gui.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1287°

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1918, déposée à la Conservation le 14 janvier 1918, M. ESCRIVAT PÉRIS Joachim, marié à dame Rosa Aleman Climent, le 15 octobre 1868, sans contrat, régime de la séparation de biens (loi espagnole), demeurant et domicilié à Casablanca, quartier du Maarif, rue n° 8, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : JOACHIM, consistant en un terrain avec porcherie et maison d'habitation, située à Casablanca, quartier du Maarif, lotissement Assaban, route de l'Aviation.

Cette propriété, occupant une superficie de 2,550 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de El Hadj Bouchaib ben Echeb El Hadjami, demeurant à Casablanca, au Mellah ; à l'est, par la route conduisant à l'Aviation ; au sud, par la rue de lotissement n° 8, dépendant du lotissement Assaban, propriétaire, M. Assaban, à Casablanca ; à l'ouest, par la propriété de M. Champeaux, demeurant près de Fédalah.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte dressé par deux adouls le 9 Djoumada II 1333, homologué par le Cadi de Casablanca, Ahmed ben el Mamoune El Belghitsi, le 1^{er} Redjeb 1333, aux termes duquel MM. Isaac ben Dadous et Léon Joseph Assaban, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1288°

Suivant réquisition en date du 14 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, Mlle RODO Angèle, célibataire, demeurant et domiciliée à Casablanca, rue Mourmelon, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : CANTON, consistant en un terrain avec constructions, située à Casablanca, quartier de Champagne, rue Mourmelon.

Cette propriété, occupant une superficie de 293 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue Mourmelon ; à l'est, par la propriété de M. Crocheton, y demeurant ; au sud, par celle de M. Aché, demeurant à Casablanca, hôtel du Centre ; à l'ouest, par celle de MM. Isaac et David Bel Malka, demeurant à Casablanca, rue de la Marine, n° 12.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte dressé par deux adouls le 29 Hidja 1333, homologué par le suppléant du Cadi de Casablanca, Mohammed Es Soufi ben El Caïd Ez Ziaïdi, le 15 Safar 1335, aux termes duquel Mme Friha bent Mimoun Asaban, épouse Malka, lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1289°

Suivant réquisition en date du 8 janvier 1918, déposée à la Conservation le 14 janvier 1918, M. MUNOZ Garcia André, marié à dame Marie Palensia, le 28 juin 1902, à Tlemcem, régime de la séparation de biens, contrat reçu par M^e Bougnol, notaire à Tlemcem, le 27 juin 1902, demeurant et domicilié à Rabat (lotissement Munoz), près du boulevard de la Tour Hassan, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VILLA ANDRE, consistant en une maison avec dépendances, située à Rabat, lotissement Munoz, dans une rue non dénommée, près du boulevard de la Tour Hassan.

Cette propriété, occupant une superficie de 240 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue ; à l'est et à l'ouest, par la propriété du requérant ; au sud, par celle de M. de Tréville, demeurant à Rabat (murs mitoyens avec les riverains).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte dressé devant le 28 Safar 1332, homologué par le Cadi Sid Mohammed El Mekki ben Mohammed, aux termes duquel Sid Mohammed El Arbi Er Ragani lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1290°

Suivant réquisition en date du 8 janvier 1918, déposée à la Conservation le 14 janvier 1918, M. MUNOZ Garcia André, marié à dame Marie Palensia, le 28 juin 1902, à Tlemcem, régime de la séparation de biens, contrat reçu par M^e Bougnol, notaire à Tlemcem, le 27 juin 1902, demeurant et domicilié à Rabat (lotissement Munoz), près du boulevard de la Tour Hassan, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VILLA CLAUDE, consistant en une villa, avec jardin et dépendances, située à Rabat (lotissement Munoz), dans une rue non dénommée, près du boulevard de la Tour Hassan.

Cette propriété, occupant une superficie de 243 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Campini, demeurant à Fez ; à l'est, par celle de M. Pierre Carrière, demeurant à Rabat, avenue Dar El Maghzen ; au sud, par une rue ; à l'ouest, par la propriété de MM. Rouquette et Daumas, demeurant à Rabat, rue Henri Popp (murs mitoyens avec les riverains).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte dressé devant adouls le 28 Safar 1332, homologué par le Cadi Sid Mohammed El Mekki ben Mohammed, aux termes duquel Sid Mohammed El Arbi Er Ragani lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1291°

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1918, déposée à la Conservation, le 15 janvier 1918, ABDELOUHAD ben El HASSEN ben JELLOUL, marié selon la loi musulmane, agissant en son nom personnel et au nom de ses deux frères : a) Abderrahman ben El Hassen ben Jelloul, marié selon la loi musulmane à Fez, vers 1902, demeurant à Casablanca, place du Jardin Public, n° 72 et b) Mohammed ben El Hassen ben Jelloul, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Casablanca, et y demeurant, rue de Larache, n° 57, domicilié à Casablanca, ruelle Dar El Maghzen, n° 21, a demandé l'immatriculation en son nom et en celui de ses deux frères, en qualité de co-proprétaires indivis par tiers, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : SANIET BEN JELLOUL, consistant en terres de culture, située à 4 kilomètres environ de Casablanca, lieu dit : E Maarif, près de la ferme Amieux, Caïdat de Casablanca, et appelée : Ben Lebchia.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares environ, est limitée : au nord, par la propriété de Abdelkader-Rzini, demeurant à Tetouan, représenté à Casablanca, par Mohammed Akor, demeurant place du Commerce ; à l'est et au sud, par celle des héritiers de Ghafel, y demeurant ; à l'ouest, par celle d'Abdelkader Rzini, surnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu d'un acte dressé devant adouls dans la dernière décade de Rebia I 1330, homologué le 22 Hidja 1331, par le Cadi de Casablanca, Mohammed El Mehdi ben Rehid El Iraki, aux termes duquel Aïcha bent Mohammed Ed Douibi et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1292°

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1918, déposée à la Conservation, le 15 janvier 1918, ABDELOUHAD ben El HASSEN ben JELLOUL, marié selon la loi musulmane, agissant en son nom personnel et au nom de ses deux frères : a) Abderrahman ben El Hassen ben Jelloul, marié selon la loi musulmane à Fez, vers 1902, demeurant à Casablanca, place du Jardin Public, n° 72 et b) Mohammed ben El Hassen ben Jelloul, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Casablanca, et y demeurant, rue de Larache, n° 57, domicilié à Casablanca, ruelle Dar El Maghzen, n° 21, a demandé l'immatriculation en son nom et en celui de ses deux frères, en qualité de co-proprétaires indivis par tiers, d'une propriété à laquelle il a déclaré

vouloir donner le nom de : DAHR RABIA, consistant en terres de culture, située à Médiouna, à proximité de la Casbah, Caïdat de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares environ, est limitée : au nord, par une route allant de Marchich à la Casbah de Médiouna, et par la propriété de Si Djilali ben Aïcha Mediouni, demeurant à Médiouna ; à l'est, par la route de Casablanca à Ber Rehid ; au sud, par la propriété des Ouled El Ladj Douh, demeurant à Médiouna ; à l'ouest, par celle de Sidi Bouchaib ben Ahmed, dénommé Daadouah, demeurant à Médiouna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu d'un acte dressé devant adouls le 29 Hidja 1331, homologué le même jour, par le Cadi El Habib ben El Ghandour El Hamdaoui, aux termes duquel Sid Bouchaib ben Ahmed El Mediouni El Medjathi et consorts leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1293°

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1918, déposée à la Conservation, le 15 janvier 1918, ABDELOUHAD ben El HASSEN ben JELLOUL, marié selon la loi musulmane, agissant en son nom personnel et au nom de ses deux frères : a) Abderrahman ben El Hassen ben Jelloul, marié selon la loi musulmane à Fez, vers 1902, demeurant à Casablanca, place du Jardin Public, n° 72 et b) Mohammed ben El Hassen ben Jelloul, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Casablanca, et y demeurant, rue de Larache, n° 57, domicilié à Casablanca, ruelle Dar El Maghzen, n° 21, a demandé l'immatriculation en son nom et en celui de ses frères, en qualité de co-proprétaires indivis par tiers, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : BLED BEN JELLOUL, consistant en un terrain à bâtir, située à Casablanca, à l'angle du boulevard Circulaire et de la traverse de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 ares, est limitée : au nord, par le boulevard Circulaire ; à l'est et au sud-est, par la propriété de El Hadj Bouchaib ben Raïzouani, demeurant Derb Chleuh à Casablanca ; au sud, par celle de M. Michel ; au sud-ouest, par la traverse de Médiouna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-proprétaires en vertu d'un acte dressé devant adouls le 4 Safar 1331, homologué le 16 Safar 1331, par le Cadi de Casablanca, Mohammed El Mehdi ben Rehid El Iraki, aux termes duquel la dame Friha bent Mohammed ben Et Taher El Youcef et son fils Abderrahmane ben Abderrahmane ben Mohammed, surnommé : Ould Ben Jedja, El Abdaimi, leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1294°

Suivant réquisition en date du 15 janvier 1918, déposée à la Conservation le même jour, MOHAMMED BEL HADJ AHMED EL MEDIOUNI EL MESSAOUDI, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Casablanca, impasse En Nekkla, n° 5, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : ARD EL FERH, consistant en terres de labours, friches et constructions, située aux Ouled Bou Aziz,

Caidat de Médiouna, sur la piste de Mers Djelloul aux Ouled Ziane, région de Titmellil.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 hectares, est limitée : au nord, par le chemin de Oued Hassar à la Casbah de Médiouna, au-delà duquel se trouve la propriété de El Hadj Ahmed bel Hadj Moussa El Messaoudi, y demeurant ; à l'est, par l'oued Aïn Mouilha ; au sud, par le chemin de Regraga à Aïn Mouilha, au-delà duquel se trouve la propriété des Ouled Medjatia, y demeurant ; à l'ouest, par la piste de Mers Djelloul aux Ouled Ziane, au-delà de laquelle se trouve la propriété des Ouled Taïbi, y demeurant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte dressé devant adouls le 10 Ramadan 1335, homologué le 18 Ramadan 1335 par le Cadi de Médiouna aux termes duquel Ahmed ben El Hadj Mimoune El Mediouni El Haddaoui El Bouazizi et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces judiciaires, administratives et légales

AVIS

Le « Bulletin Officiel » demande des dépositaires, pour

TANGER

et les principales villes d'Algérie et de Tunisie.

Une remise de 25 % est consentie sur le prix de vente et les invendus en bon état sont toujours repris.

S'adresser à M. le Chef du Service du « Bulletin Officiel » à Rabat (Résidence Générale).

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

Application du Dahir
du 23 mars 1916
sur les épaves maritimes

AVIS de découverte d'épaves

Il a été découvert sur la plage de Moulay Bou Selam :
5.000 planches en paquets de vingt ayant pour dimensions, les unes 1 m. 60 x 0 m. 15 x

0 m. 01, portant la marque : Tapas ; les autres 1 m. 60 x 0 m. 10 x 0 m. 01, portant la marque : Lados.

Ces épaves sont déposées au bureau des Renseignements d'Arbaoua.

Article 202 du Dahir
formant Code de Commerce

AVIS

Liquidation judiciaire
MORDEJAY AFRIAT

Par jugement du Tribunal de première Instance de Casablanca, en date du 17 janvier 1918, le sieur MORDEJAY AFRIAT, négociant à Casablanca, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au dit jour.

Le même jugement nomme :
M. Ampoulange, juge-commissaire ;

M. Sauvan, liquidateur.
Casablanca, le 17 janvier 1918

Le Secrétaire-Greffier en Chef,

Pour extrait conforme :
LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-Greffe
du Tribunal de première
Instance de Casablanca.

Par acte sous-seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 1^{er} décembre 1917, déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 18 décembre 1917.

M. Gaston Marie FARAIRES, négociant à Casablanca, rue du Commandant Provost et dame Charlotte Louise MOREUIL, commerçante à Casablanca, rue du Commandant Provost, s'associent pour exploiter une librairie et faire le commerce des pianos.

Cette Société est contractée pour une durée de deux années à compter du 1^{er} décembre 1917, elle sera renouvelée par tacite reconduction pour une période égale, faute par un des associés d'avoir manifesté son intention de la dissoudre au moins six mois avant son expiration.

Le siège de la Société est fixé à Casablanca, rue du Commandant Provost, n° 40.

La maison de commerce sera G. FARAIRES et Cie ; chacun des associés fera usage de la signature sociale, mais, pour les affaires de la Société seulement.

Les bénéfices et les pertes seront partagés par moitié.

Le capital social est fixé à cent mille francs ; M. FARAIRES apporte le fonds de commerce connu à Casablanca sous le nom de : « Librairie FRANCO-MAROCAINE », ayant pour objet tout ce qui concerne la librairie, la vente et la location des pianos, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage et un magasin sis, 42, rue du Commandant Provost, où il est fait le commerce des tabacs, jeux et accessoires, avec droit au bail, le tout évalué à cinquante mille francs ; Mme MOREUIL, de son côté, apporte son travail, son industrie, ses connaissances dudit commerce évalué à trente mille francs et une somme de vingt mille francs.

La Société sera dissoute par le décès de l'un des associés. Et autres clauses et conditions insérées au dit acte dont une expédition a été déposée le 24 décembre 1917 au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca où tout créancier du précédent propriétaire pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, après la seconde insertion.

Pour seconde
et dernière insertion,

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Par acte sous-seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 20 septembre 1917, déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 4 décembre 1917,

M. Georges VANVAKEROS, cafetier à Casablanca, vend à M. EURIPIDIS CONDELIUS, sans profession, demeurant à Casablanca, le fonds de commerce dénommé : CAFE DE PARIS, sis, place du Boucheron, à Casablanca, comprenant : l'enseigne et l'achalandage, le droit au bail, le matériel et les marchandises, suivant clauses et conditions insérées au dit acte dont une expédition a été déposée le 11 décembre 1917 au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, où tout créancier du précédent propriétaire pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion.

Pour seconde et dernière insertion,

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

TRIBUNAL DE PAIX DE RABAT

Suivant ordonnance rendue le 5 janvier 1918, par M. le Juge de Paix de Rabat, la succession de M. BALESÍ Paul, commis à la Direction des Chemins de fer Militaires du Maroc, décédé à Rabat, le 4 janvier 1918 a été déclarée vacante.

Le Curateur soussigné invite :

Les héritiers ou légataires du défunt à se faire connaître et à justifier de leurs qualités ;

Les créanciers de la succession à produire leurs titres avec toutes pièces à l'appui.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
A. KUHN.

**SECRETARIAT
DU
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE CASABLANCA**

RÉUNION

des Faillites et Liquidations Judiciaires
du Mercredi 30 janvier 1918,
à 3 heures après-midi,
dans la Salle d'audience
du Tribunal

M. Ampoulange, juge-commissaire.

M. Saucin, syndic-liquidateur

Liquidation judiciaire, Mardejay AFRIAT, négociant à Casablanca, examen de la situation.

Liquidation judiciaire, Raphaël GAUTHIER, commerçant à Marrakech, examen de la situation.

Faillite, Elias GUITTA, ex-négociant à Casablanca, première vérification de créances.

Liquidation judiciaire, Abdelghani BENQUIRAN, négociant à Casablanca, dernière vérification des créances.

Liquidation judiciaire, Salomon LEVY, négociant à Mogador, dernière vérification des créances.

Liquidation judiciaire, Moulay Hassan ZEMOURY, négociant à Safi, dernière vérification des créances.

Liquidation judiciaire, Maklouf BITON, négociant à Casablanca, dernière vérification des créances.

Liquidation judiciaire, Abdelkrim ben Djilali el Mouala, négociant à Marrakech, dernière vérification des créances.

Liquidation judiciaire, Vincenzo MACCHI, négociant à Mogador, dernière vérification des créances.

Faillite, Dominique LECUSAN, ex-négociant à Casablanca, dernière vérification des créances.

Faillite, Mohamed ben Brahim TAHIRI, ex-négociant à Casablanca, concordat ou état d'union.

Faillite, El Hadj Abdesslem ben Abdallah, ex-négociant à Salé, reddition de comptes.

Faillite, Salomon Isaac BENSIMON, ex-négociant à Casablanca, communication importante du syndic.

Casablanca, le 19 janvier 1918

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

EXTRAIT
du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Par acte sous-seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 17 décembre 1917, déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 21 décembre 1917,

M. Maurice REUBEL, propriétaire à Casablanca, cède en pleine propriété et d'une manière définitive à M. Léon GUEZ commerçant à Casablanca, tous les droits lui appartenant dans la Société Franco-Marocaine, en participation existant entre lui, comme seul gérant, et Mme Artusio Célestine, veuve RENDELMAN, pour l'exploitation d'un fonds de commerce de fournitures générales pour l'électricité, situé à Casablanca, place de l'Univers ; en conséquence, M. Léon GUEZ, prend les lieux et place de M. REUBEL et devient l'associé de Mme veuve RENDELMAN dans les mêmes conditions que le cédant, suivant clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée le 26 décembre 1917 au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, où tout créancier du précédent propriétaire pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard après la seconde insertion.

Les parties font élection de domicile à Casablanca, en leurs demeures respectives.

Pour seconde et dernière insertion,

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

**TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE CASABLANCA**

Secrétariat-Greffe

Distribution par contribution
Edouard SAPHORE

N° 17 du Registre d'Ordre

M. Lenoir, juge-commissaire.

Le Public est informé qu'il est ouvert au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente des biens mobiliers saisis au préjudice du sieur Edouard SAPHORE, négociant à Casablanca.

Tous les créanciers du sieur Edouard Saphore devront produire leurs titres de créance au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca dans un délai de trente jours, à compter de la seconde publication, à peine de déchéance.

Pour seconde insertion,

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

TRIBUNAL DE PAIX DE MAZAGAN

Suivant ordonnance rendue le 14 janvier 1918, par M. le Juge de Paix de Mazagan, la succession de M. TROCMÉ Charles Adrien, domicilié autrefois à Azemmour, décédé à Beaulne-el-Chivy (Aisne), le 16 avril 1917 a été déclarée présumée vacante.

Le Curateur soussigné invite :

Les héritiers ou légataires du défunt à se faire connaître et à justifier de leurs qualités ;

Les créanciers de la succession à produire leurs titres avec toutes pièces à l'appui.

Le Secrétaire-Greffier en chef
par intérim,
GERMOT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat du Tribunal de première Instance de Rabat, en vertu des articles 19 et suivants du Dahir formant Code de Commerce.

Inscription n° 53 du 22 décembre 1917. MM. BRETON et TETARD, « Grand Comptoir de la Résidence ». Dissolution de la Société en nom collectif. Cession de droits sociaux. Nantissement.

Suivant acte reçu par M. Couderc, Secrétaire-Greffier en chef de la Cour d'Appel de Rabat, résidant à Rabat, le 11 décembre 1917, dont une expédition a été déposée au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Rabat, le 22 décembre 1917 et sur lequel acte

les droits ont été perçus par M. Weber, receveur de l'Enregistrement à Rabat.

M. Gabriel BRETON, négociant exportateur, demeurant à Périgueux (Dordogne), représenté par M^e Homberger, avocat à Rabat et M. Louis TETARD, commerçant et propriétaire, demeurant à Rabat.

1° Ont dissous purement et simplement à compter du 1^{er} décembre 1917 la Société, au nom collectif, constituée le 3 juillet 1913 entre MM. Breton et Tetard.

2° M. Breton a cédé au dit M. Tetard, moyennant le prix et sous les charges, clauses et conditions énoncées au dit acte la part et portion soit la moitié indivise ou encore plus grande quotité, s'il y a lieu, pouvant lui revenir et lui appartenir tant en fonds et capitaux qu'en fruits et revenus échus ou à échoir dans la dite Société ainsi

dissoute, en un mot, tous les droits sociaux sans aucune exception ni réserve que M. Breton peut avoir à prétendre et à exercer sur le fonds de commerce connu sous le nom de : « Grand Comptoir de la Résidence », comprenant :

1° L'enseigne de : Grand Comptoir de la Résidence ;

2° Le nom commercial : Gabriel Breton et Cie ;

3° La clientèle et l'achalandage ;

4° Le matériel servant à son exploitation ;

5° Le droit au bail des lieux où le dit fonds est exploité ;

6° Les constructions, baraques ou hangars considérés comme biens meubles servant à l'exploitation de ce fonds de commerce. Les oppositions au paiement du prix seront reçues s'il y a lieu, au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Rabat, dans les quin-

ze jours de la deuxième insertion qui sera faite de l'extrait qui précède dans les journaux d'annonces légales.

3° Aux termes de l'acte précité en date du 11 décembre 1917, M. Tetard se reconnaissant débiteur d'une certaine somme envers M. Breton, affecte en gage à titre de nantissement le fonds de commerce sus-désigné connu sous le nom de : Grand Comptoir de la Résidence, avec tout ce qu'il comprend et tel d'ailleurs qu'il est désigné à l'acte précité du 11 décembre 1917. Suivant clauses et conditions insérées au dit acte. Les parties font élection de domicile : M. Tetard, en sa demeure et M. Breton, chez M. Homberger, avocat à Rabat.

Pour seconde et dernière insertion.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROUYRE.

Compagnie Algérienne

SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 82.500.000 francs entièrement versés — Réserve : 75.000.000 de francs

Siège Social à Paris : 50, rue d'Anjou

COMPTOIRS A TANGER ET CASABLANCA

Agences à Fès, Larache, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi et Oudjda

Bureau à Kénitra

BONS A ÉCHÉANCES FIXES

à 1 an, 3 % — de 2 et 3 ans, 5 % — de 4 et 5 ans, 4 %

Dépôts de titres - Location de coffres-forts

Salle spéciale de coffres-forts

Location de coffres-forts et de compartiments depuis 5 fr. par mois

Le Meilleur Laxatif GRAINS de VALS

à base d'Extraits de plantes

un seul grain avant ou au début du repas du soir.

donne un résultat le lendemain matin

Chasse la bile } Evacue l'Intestin
Purifie le sang } Nettoie l'Estomac

64. Boul. Port-Royal, Paris et toutes pharmacies.

Banque d'Etat du Maroc

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège Social : TANGER

AGENCES

Alcazarquivir, Casablanca,
Larache, Marrakech, Mazagan,
Mogador, Oudjda,
Rabat, Safi, Tétouan

CREDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

Société anonyme au capital de 75.000.000 de francs

FONDÉE EN 1881

Siège Social : ALGER - Siège central : PARIS, 43, Rue Cambon

54 Succursales et Agences en France, Algérie et Tunisie

AU MAROC : TANGER, CASABLANCA, FEZ, KENITRA, MAZAGAN, MOGADOR, OUDJDA, RABAT, SAFFI, MARRAKECH

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Prêts fonciers — Ordres de Bourse — Location de coffres-forts — Change de Monnaies — Dépôts et Virements de Fonds — Escompte de papier — Encaissements — Ouverture de Crédit.